

Service Risques / PRATERR
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 05 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2024

Contexte et constats

Publié sur 

PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR

Rue de la Croix de Pierre - ZI Nord
KS n° 117 et 141
80000 Amiens

Code AIOT : 0005101934

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans l'établissement PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR implanté Rue de la Croix de Pierre - ZI Nord KS n° 117 et 141 80000 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'une inspection inopinée concernant le suivi en service des équipements sous pression, dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR
- Rue de la Croix de Pierre - ZI Nord KS n° 117 et 141 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101934
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site est une usine de production de pièces en plastique pour l'automobile.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

En raison des risques et inconvénients qu'ils présentent, notamment pour la sécurité, les appareils à pression, font l'objet d'un encadrement réglementaire dans le Code de l'environnement. Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à des opérations de contrôle de suivi en service, introduites par l'article L. 557-28 du code précité, qui sont précisées dans l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif à l'exploitation des équipements sous pression (ESP) et des récipients à pression simples (RPS).

La DREAL Hauts de France, pour le compte du Préfet et sur son périmètre géographique, est l'autorité administrative compétente qui exerce la vérification de l'application des exigences réglementaires mentionnées plus haut.

Le respect de cette réglementation relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif et ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection de l'Environnement ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection de l'Environnement à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7, L. 171-8, L.557-53 et L. 557-58 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le suivi en service des équipements sous pression fait l'objet de plusieurs non-conformités et remarques. Il est nécessaire de solder ces constats dans les meilleurs délais afin d'assurer une exploitation conformément à la réglementation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
2	Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
3	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
4	Conditions d'utilisation, respect de la notice	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi en service des équipements sous pression fait l'objet de plusieurs non-conformités et remarques. Il est nécessaire de solder ces constats dans les meilleurs délais afin d'assurer une exploitation conformément à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée :

Article 6

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Non-conformité n°1 : Sur la forme, la liste des équipements requise par l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 présentée par l'exploitant présente les non-conformités suivantes :

- le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection) n'est pas indiqué
- le type d'équipement n'est pas conforme à l'attendu réglementaire (récipient, tuyauterie, ACAFR ou générateur de vapeur).

Non-conformité n°2 : Sur le fond, la liste présentée est incomplète et les dates des derniers contrôles ne sont pas renseignés. Par ailleurs, il a été constaté lors de la visite de terrain l'exploitation des équipements suivants alors qu'ils n'apparaissent pas dans le recensement* :

- équipement de marque VAREM n° L06300963, PS 6 bar, volume 150 L
- équipement de marque VAREM n° L35300082, PS 6 bar, volume 80 L
- équipement de marque Zilmet n° 293372, PS 6 bar, volume 200 L
- équipement de la nouvelle centrale froid (a minima, un récipient de marque MSI (type RTWF SH12)

** Cette liste ne se veut pas exhaustive. D'autres équipements peuvent être concernés par la non-conformité et le recensement reste de la responsabilité de l'exploitant.*

Remarque n°1 : Plusieurs équipements sont susceptibles d'être soumis aux dispositions relatives au suivi en service, sans qu'il ait été possible de le déterminer lors de la visite de terrain. Il est nécessaire d'apporter les éléments nécessaires pour les équipements suivants :

- équipement installé au local broierie servant à la préparation de peinture (équipement à gauche muni de papillons de verouillage), pour lequel un manomètre indiquait une pression de 5 bars lors de la visite
- équipement installé au local broierie cabine servant à la préparation de peinture (équipement à droite muni de papillons de verouillage, portant le numéro 600058), pour lequel un manomètre indiquait une pression de 1.5 bar lors de la visite
- équipement incorporé dans le dispositif de captation des poussières de marque AAF, n° 004317 (le système n'a pas pu être ouvert durant la visite de terrain)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non Conformité n°1 : la liste d'équipement est à compléter (régime de surveillance, type d'équipement).

Non Conformité n° 2 : des équipements (cf. plus haut) doivent intégrer la liste

Remarque n° 1 : Il conviendra de justifier si ces équipements sont soumis ou non aux dispositions du suivi en service de l'AM du 20/11/2017. S'ils devaient l'être il conviendra alors de justifier d'un suivi conforme et, au besoin, de présenter un plan de mise en conformité après les avoir intégrés

dans la liste des équipements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dossiers des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ; <p>II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dossiers de plusieurs équipements ont été consultés lors de l'inspection. L'examen de ces dossiers fait apparaître les constats ci-dessous.</p> <p>Non-conformité n°3 : les dossiers d'exploitation requis par l'article 6.I de l'arrêté ministériel du</p>

20/11/2017 sont à compléter avec les éléments ci-dessous mentionnés en caractères en surépaisseur.

- Dossier des accumulateurs de pression de la presse n°1 (mis en service le 3 septembre 2020)

Etaient présents : déclaration de mise en service, déclaration de conformité CE, registre de suivi, notice d'instructions.

Etaient manquants : identification et réglage des accessoires de sécurité, compte-rendu d'inspection périodique ou de contrôle de mise en service.

- Dossier du réservoir AQUASYSTEM n° Z6363737

Etaient présents : déclaration de conformité CE, registre de suivi, notice d'instructions, compte-rendu du contrôle de mise en service du 12/02/2023

Etaient manquants : identification et réglage des accessoires de sécurité

- Dossier de l'équipement Cordivari n°P123866

Etaient présents : déclaration CE (pas obligatoire), pages de la notice mais pas en français, déclaration de mise de service datée du 26/11/2021, documentation de la soupape 19341887 Pdo à 10,6 bar

Etaient manquants : notice d'instructions en français, identification et réglage des accessoires de sécurité, registre, compte-rendu du contrôle de mise en service du 06/08/19

- Dossier du système frigorifique de marque TRANE n°EKU2843

Etaient présents : compte-rendu de requalification périodique émis par Bureau Veritas le 01/09/2023, n°19053551/S2.2.1.RQ, compte-rendu d'inspection périodique émis par Bureau Veritas le 01/09/2023, n°19053551/S4.4.1.R, compte-rendu de vérification initiale émis par Bureau Veritas le 01/09/2023 n°19053551/S3.3.1.R, décision d'approbation du plan d'inspection n°19053551/S5.5.5D, déclaration de conformité CE des soupapes et notice des soupapes, déclaration de conformité CE du pressostat danfoss type ACB-2U,

Etaient manquants : plan d'inspection, registre, schéma frigorifique.

- Dossier de l'équipement PROFERRO n°73509, 2005, 15bar, 63 L

Etaient présents : registre, notice d'instruction, déclaration de conformité de la soupape tarée à 12 bar, compte-rendu provisoire d'intervention du 31/10/2023

Etait manquant : compte-rendu de la requalification périodique réalisée le 31/10/23 d'après le registre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité n°3 : Les éléments manquants des dossiers d'exploitation requis par l'article 6.I de l'arrêté du 20/11/2017 sont à communiquer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Fréquence des inspections périodiques sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection

Prescription contrôlée :

Article 15

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

-1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

-2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.

III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.
[...]

Constats :

Non-conformité n°4 : Lors de la visite, la liste 6.III présentée indique que les équipements suivants sont en retard d'inspection périodique :

- récipient Cordivari n°P123866
- récipient Vitkovice Cylinders n°14916114
- récipient Energo Chocen n°33P/15525
- récipient Energo Chocen n°33L/15461
- récipient Gnutti Cirillo n°4515541115
- 5 accumulateurs de pression de la presse P22 (marque Dalmine Sabbio n° 9/629639, n° 9/629654, n° 9/629649, n° 9/629635, marque Isomécanique n°1121.1 N1)
- 12 accumulateurs de pression de la presse P24 (marque HYDAC n°19D867066, n°19D867070, n°19D867103, n°19D867083, n°19D869054, n°19D869063, n°19D869011, n°19D869029, n°19D869050, n°19D869053, n°19D869037, n°19D869068)
- 12 accumulateurs de pression de la presse P01 (marque HYDAC n°19D809059, n°19D809057, n°19D809052, n°19D809043, n°19D809022, n°19D809016, n°19D809006, n°19D809005, n°19D809051, n°19D809070, n°19D809064, n°19D809062)

<ul style="list-style-type: none"> • échangeur SWEP n°0275118.0 fabriqué en 2019 • échangeur SWEP n°0275116.0 fabriqué en 2019
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité n°4 : Le suivi en service des équipements sous pression mentionnés est à régulariser en réalisant les actions de contrôles appropriées. Les comptes-rendus de ces opérations de contrôle sont à communiquer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Conditions d'utilisation, respect de la notice

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 4 I. - L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.
Constats : Non-conformité n° 5 : Concernant les accumulateurs de pression de la presse n°1, la notice d'instructions de sécurité prévoit un sens de montage de préférence vertical et un nombre de cycle maximal admissible (2 000 000 de cycles de 200 bars). L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect du nombre de cycles et de la sécurité de l'installation des bouteilles retenue par l'exploitant. Non-conformité n°6 : Concernant les équipements de la nouvelle centrale froid, soit leur marquage est dégradé (cas du récipient de marque MSI type RTWF SH12) soit leur marquage n'est pas identifiable (cas des évaporateurs). Ces éléments sont de nature à ne pas permettre la réalisation ultérieure des opérations de contrôle prévues par l'arrêté ministériel du 20/11/2017.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité n°5 : Le respect de la notice d'instruction des accumulateurs de pression de la presse P1 est à justifier. Les pièces justificatives (par exemple, avis du fabricant, dispositions prises pour le suivi du nombre de cycles, etc.) sont à communiquer. Non-conformité n°6 : Les marquages des équipements sont à reprendre et/ou à rendre visibles (par exemple, fenêtre dans le calorifuge, report de marquage). La transmission d'une photographie de l'état après intervention est à communiquer.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois